



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
N° 20250416-DEC-DAEN0553 EN DATE DU 15 MAI 2025
PORTANT SUR L'ÉVOLUTION DE LA SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE DE
L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX EN POST-
EXPLOITATION DE SUEZ RV CENTRE EST
SUR LA COMMUNE DE SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses titres 1 et 4 du livre V, ses articles R. 181-45 et R. 512-39-4 ;

VU l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2760 de cette nomenclature ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n°26-2024-02-05-00001 du 5 février 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;

VU l'arrêté n° 3701 du 19 juin 1979 autorisant le District du Tricastin à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains sur la commune de SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX, au lieu-dit « Les Gondessards et le Bois Mahon » ;

VU le récépissé de changement d'exploitant n° 95/33 du 1^{er} août 1995 délivré à la société BRAJA VÉSIGNÉ ;

VU l'arrêté n° 6093 du 21 novembre 1996 fixant des prescriptions complémentaires à la société BRAJA VÉSIGNÉ ;

VU l'arrêté n° 7404 du 12 novembre 1999 actualisant les conditions de stockage des matériaux limités aux seuls déchets inertes ;

VU l'arrêté n° 01-0963 du 14 mars 2001 prescrivant des obligations en termes de gestion des eaux pluviales et fixant des prescriptions en termes de garanties financières ;

VU l'arrêté n° 07-1497 du 26 mars 2007 portant sur la cessation d'activité et le suivi du centre d'enfouissement technique ;

VU l'arrêté n° 09-3306 du 09 juillet 2009 instituant les servitudes d'utilité publiques d'un centre d'enfouissement technique STE SITA MOS à SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30/07/2024 faisant suite à la visite sur site du 23/07/2024 ;

VU l'étude hydrogéologique établie le 30/01/2025 par la société ACOSOL ;

VU l'avis favorable de l'agence régionale de santé émis le 04 mars 2025 sur les préconisations de l'étude hydrogéologique susvisée ;

VU le rapport n° 20250416-RAP-0552 de l'inspection des installations classées en date du 18 avril 2025 ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 18 avril 2025 par courriel et sa réponse par lettre recommandée avec avis de réception en date du 28 avril 2025 et reçue le 5 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'état actuel du réseau de piézomètres ne permet plus un suivi environnemental satisfaisant des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que les analyses sur les eaux souterraines prélevées au moyen du dispositif de piézomètres existant montrent une dégradation de leur qualité, notamment sur les paramètres ammonium (NH_4^+), carbone organique total (COT), chlorures, potassium, sodium et magnésium et par conséquent la nécessité de prolonger le suivi sur une durée telle qu'initialement prévue par l'arrêté ministériel en vigueur au moment de la cessation ;

CONSIDÉRANT qu'un dispositif fiable de surveillance de la qualité des eaux souterraines est indispensable pour être en mesure d'intervenir rapidement en cas de nécessité ;

CONSIDÉRANT que les mesures proposées dans l'étude hydrogéologique susvisée, reprises dans le présent arrêté, sont de nature à permettre un suivi satisfaisant des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le site est localisé en limite nord du périmètre de protection éloigné du captage d'alimentation en eau potable des Gonsards ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 2.1 « Programme de suivi » de l'arrêté n° 07-1497 du 26 mars 2007 est remplacé par :

« Le programme de suivi est réalisé à minima jusqu'au 26 mars 2037.

Au plus tard le 1er février 2026, le réseau de suivi des eaux souterraines sera constitué de deux piézomètres aval à une profondeur suffisante pour capter une hauteur de nappe significative (devis pour la réalisation de ces deux ouvrages supplémentaires à obtenir avant le 15 juin 2025). Ils devront être positionnés hors site, dans les alluvions de la vallée du Rhône (profondeur d'au moins 10 m), la qualité de l'eau de l'ouvrage Pz6 étant au préalable à confirmer (prélèvement à réaliser avant le 15 juin 2025). Le plan d'implantation des piézomètres figure en annexe n°1.

Si le suivi de qualité de ces deux ouvrages le nécessite (constat d'un impact tel que la présence d'ammonium (NH_4^+), de carbone organique total (COT), de chlorures, de métaux lourds, de sulfate, ...), un piézomètre amont sera à réaliser à une profondeur suffisante, d'au moins 15 m. Il serait avantageusement positionné en amont immédiat de l'ISDND pour éviter l'impact potentiel de l'ancien fond de carrière juxtaposé au site.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux ($\text{Pb}+\text{Cu}+\text{Cr}+\text{Ni}+\text{Mn}+\text{Cd}+\text{Hg}+\text{Fe}+\text{As}+\text{Zn}+\text{Sn}$), NO_2^- , NO_3^- , NH_4^+ , SO_4^{2-} , NTK, Cl^- , PO_4^{3-} , K^+ , Ca^{2+} , Mg^{2+} , DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées : les 20 substances prévues à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et rappelées à l'annexe n°2 ;

- paramètres biologiques : DBO₅ ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Concernant les mesures sur les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, si à l'issue de 4 campagnes de mesures consécutives, les résultats sont inférieurs aux limites de quantification, la surveillance pourra être arrêtée.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans un rapport annuel d'activité. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Le programme de suivi comprend également :

- l'entretien du site (fossés, bassins, couverture végétale, clôture) ;
- les observations géotechniques du site avec maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles ;
- un rapport de synthèse annuel qui sera établi et envoyé à l'inspection des installations classées. »

Article 2 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

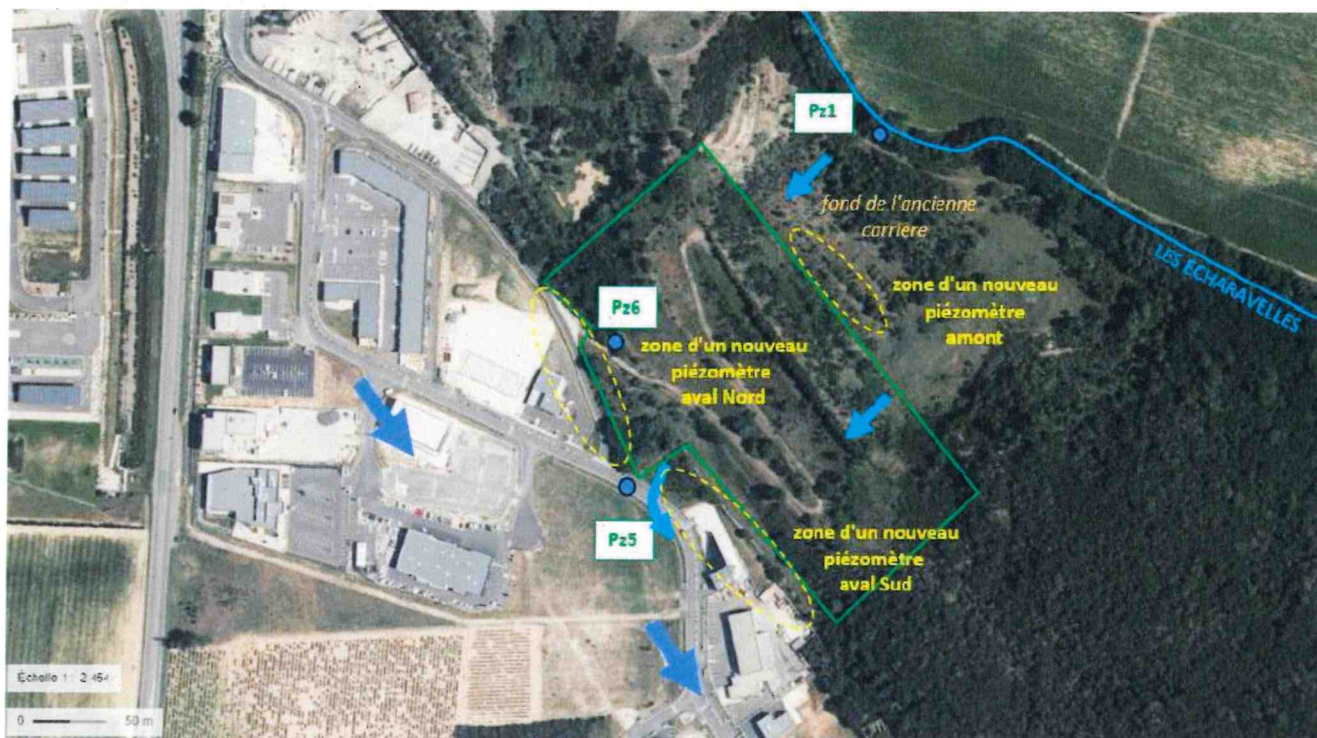
Fait à Valence, le **15 MAI 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Plan d'implantation du réseau de suivi des eaux souterraines



vu pour être annexé

20250416-DEC-DAEN0553

à l'arrêté n°

du 15 MAI 2025



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Annexe n°2 à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20250416-DEC-DAEN0553

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDODA ; PFDaA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTrDA ; PFTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1	8739
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDaDS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTrDS	791563-89-8	8742

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250416-DEC-DAEN0553 du 15 MAI 2025



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

CYRIL MOREAU